

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de  
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*LA SUBROGATION DU CODE DES ASSURANCES N'EST POSSIBLE QUE SI L'INDEMNITÉ  
EST CONTRACTUELLEMENT DUE*

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA nov. 2011, n° EDAS-611162-61110, p. 3

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,  
contacter [portail-publi@ut-capitole.fr](mailto:portail-publi@ut-capitole.fr)

**LA SUBROGATION DU CODE DES ASSURANCES N'EST POSSIBLE QUE SI L'INDEMNITÉ EST  
CONTRACTUELLEMENT DUE**

DOMMAGES AUX BIENS — Les biens indemnisés n'entrant pas dans le périmètre de l'assurance, l'assureur ne pouvait se prévaloir de la subrogation légale prévue à l'article L. 121-12 du Code des assurances.

Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile, oct. 2011, no 10-20193

***Cass. 2e civ., 6 oct. 2011, n° 10-20193***

Une police d'assurance prévoyait en l'espèce une couverture de taille variable qui pouvait bénéficier, selon les risques, au seul souscripteur ou aux entreprises constituant ses filiales. À l'occasion d'un sinistre bris de machine, l'assureur décide d'accorder sa garantie, et les parties prennent bien soin d'établir une quittance permettant à l'assureur d'exercer son recours subrogatoire en toute sécurité.

Toutefois, les choses ne se déroulent pas aussi simplement.

Il est établi, en l'espèce, que l'assureur a versé une indemnité à une filiale dans une hypothèse où la garantie n'était due qu'au seul souscripteur. Du point de vue de la subrogation spéciale du droit des assurances, cela signifie qu'il manque une des conditions au recours. Ce dernier suppose, en effet, que l'indemnité ait été effectivement versée, mais encore qu'elle ait été due en application des stipulations du contrat (Cass. 2e civ., 11 oct. 2007, n° 06-15394 : RGDA 2008, p. 86, note J. Kullmann). Si, pour une raison ou pour une autre (exclusion, nullité, délimitation matérielle ou temporelle de la garantie), l'indemnité n'était pas due, l'assureur ne pourrait exercer le recours subrogatoire. Une exception notable cependant à cette exigence : le recours est ouvert alors même que le versement de l'indemnité est intervenu après l'écoulement du délai de prescription (Cass. com., 26 janv. 2010, n° 08-13898 : Resp. civ. et assur. 2010, p. 96, note M. Asselain). Comme le souligne la Cour de cassation, dans ce cas, elle est contractuellement due.

L'existence d'une quittance, en l'espèce, est l'occasion de rappeler que l'assureur peut très bien exercer son recours sur le fondement de la subrogation conventionnelle s'il remplit les conditions de celle-ci moins contraignante que la subrogation spéciale du droit des assurances. Elle ne va cependant pas toujours de soi (sur cette question : Cass. com., 21 sept. 2010, n° 09-14031 : LEDA, nov. 2010, p. 3).